

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative - Bâtiment A  
19, rue de Ciron  
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 22/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EPC FRANCE**

Dépôt de Montdragon  
Muratet  
81440 Montdragon

Références : 81-CRARC-2025-133  
Code AIOT : 0006802305

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté MURATET 81440 MONTDRAGON. L'inspection a été annoncée le 28/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le contexte d'une action nationale relative aux évolutions réglementaires apportées suite à l'accident survenu à Rouen en 2019. Ces évolutions se placent dans le plan d'action dit « post-Lubrizol », visant à mieux anticiper une situation accidentelle. Cette visite a permis de traiter le volet des premiers prélèvements environnementaux à réaliser au plus tôt après le début d'un incendie (phase d'urgence et phase de suivi immédiat), à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Le site d'EPC France à Montdragon relevant du statut Seveso seuil haut, l'exploitant doit désormais

:

- faire figurer dans l'étude de dangers et dans le plan d'opération interne (POI) la stratégie permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ;
- adresser au préfet la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie ;

au plus tard pour le 30 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EPC FRANCE
- MURATET 81440 MONTDRAGON
- Code AIOT : 0006802305
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le dépôt de Montdragon est installé sur le site actuel depuis 1979. Il est constitué de plusieurs dépôts d'explosifs. Le risque principal est constitué par l'explosion en masse d'un des dépôts.

Le site est divisé en deux zones :

- une zone non pyrotechnique comprenant : les bureaux, les vestiaires, le réfectoire, le local UMFE ;
- une zone pyrotechnique constituée par les dépôts.

L'activité de l'établissement consiste en la réception de produits explosifs, au stockage de ces produits et en leur réexpédition par transport en compte propre vers les différents utilisateurs, essentiellement carrières pour minage des fronts de taille, chantiers de TP ou autres chantiers de démolition.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx
- Explosifs
- Plans d'urgence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	AP Complémentaire du 15/02/2017, article 8.1.2	Demande d'action corrective	8 jours
4	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande d'action corrective	8 jours
5	Liste des	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	substances recherchées et milieux associés	26/05/2014, article 5	l'exploitant	
8	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des stocks	AP Complémentaire du 15/02/2017, article 1.2.1	Sans objet
3	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
6	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
7	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 4 non conformités :

- une pour laquelle une proposition de mise en demeure est transmise à monsieur le préfet du Tarn, dont le projet d'arrêté est joint au présent rapport ;
- 3 pour lesquelles des actions correctives/justificatifs peuvent rapidement être engagées/transmis par l'exploitant.

Une lettre de suite en ce sens est adressée à l'exploitant afin qu'il puisse apporter les éléments de réponse dans les délais précisés. Lors de la réunion de clôture de l'inspection, l'exploitant a été informé des suites administratives susceptibles d'être données.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : État des stocks**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 15/02/2017, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, État des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>

Prescriptions modifiées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 octobre 2019.  
Les prescriptions sont détaillées en annexe confidentielle.

**Constats :**

Les quantités de produits présents sur le site sont inférieures aux quantités maximales autorisées, et ce, dans chacun des 4 dépôts.  
Les constats réalisés sont détaillés en annexe confidentielle.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 15/02/2017, article 8.1.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature, la quantité et, pour les produits explosifs, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages.

Ce registre est tenu à la disposition des services de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées.

Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent point.

Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. Il a pour objectif minimum :

- que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ;
- que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ;
- de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ;
- de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.

Ce registre peut être confondu avec le registre demandé en application de l'arrêté du 13 décembre 2005 susvisé, lorsqu'il est requis, sous réserve du respect de ces dispositions.

**Constats :**

L'exploitant dispose d'un registre pour chacun des 4 dépôts. Ce registre comprend l'ensemble des informations requises par les dispositions de l'article 8.1.2 du présent arrêté. L'état des stocks réel présent dans les dépôts est cohérent avec le registre sauf pour le dépôt 1 où il a été constaté une erreur d'une tonne sur 2 produits. Les constats réalisés sont détaillés en annexe confidentielle.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous 8 jours, l'exploitant confirmera à l'inspection que l'état des stocks a été mis à jour sur les 2 références de produits d'explosifs.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

#### N° 3 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est établi avant la mise en service. Il est [...] mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, la DREAL et l'exploitant possédaient la version du plan d'organisation interne (POI) mise à jour en juillet 2025. Cette mise à jour fait suite à l'intégration de la liste des produits de décomposition en cas d'incendie et de la stratégie des premiers prélèvements environnementaux, dont l'échéance réglementaire était fixée au 30 juin 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan est [...] testé à des intervalles n'excédant pas un an [...].
<b>Constats :</b>  Les deux derniers exercices POI ont été réalisés : <ul style="list-style-type: none"> <li>• le 31 décembre 2023 avec la participation du SDIS ;</li> <li>• le 28 mai 2024 dans le cadre d'une inspection POI inopiné réalisée par la DREAL Occitanie.</li> </ul> Le jour de la visite, l'inspection a pris connaissance des comptes-rendus de ces exercices. Il est fait mention de points forts/bonnes pratiques et de points à améliorer. L'exploitant a précisé que le prochain exercice POI sera réalisé fin décembre 2025, période d'activité plus calme pour le dépôt. Afin de respecter l'intervalle réglementaire d'un an, l'exercice POI aurait dû être réalisé avant le 28 mai 2025.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra réaliser l'exercice POI 2025 dans les meilleurs délais afin de raccourcir au mieux l'intervalle de temps avec l'exercice 2024. Il informera sous 8 jours l'inspection de la date retenue pour l'exercice POI 2025.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 8 jours

**N° 5 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.</p> <p>Le plan d'opération interne précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>• [...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une liste répertoriant les produits de décomposition des fumées figure dans le POI. Les substances retenues sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans l'air : CO<sub>2</sub>, CO, NO<sub>x</sub>, SO<sub>2</sub>, HCN, HCl, aldéhydes, poussières totales en suspension et ammoniac ;</li> <li>• pour les prélèvements de surface sur lingette : métaux et amiante.</li> </ul> <p>Les substances à rechercher à l'extérieur du site en situation météorologique de vents dominants et en l'absence de vent sont identifiées par milieux (air, prélèvements de surface sur lingette) et durant les phases d'urgence et de suivi immédiat de la gestion d'un évènement accidentel. En revanche, le POI ne fait mention d'aucun élément d'information sur d'éventuels prélèvements à effectuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans les eaux d'extinction et les eaux de surface ;</li> <li>• à l'intérieur du site.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans un délai n'excédant pas un mois, l'exploitant justifiera les raisons qui l'ont amené à exclure la réalisation de prélèvements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans le milieu eau (eaux d'extinction et eaux de surface) ;</li> <li>• à l'intérieur du site.</li> </ul> <p>Le POI sera alors mis à jour pour intégrer soit ces éléments justificatifs, soit des compléments sur les premiers prélèvements environnementaux au regard des deux points soulevés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 6 : Stratégie de prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>• [...]</li> </ul> L'exploitant justifie de la disponibilité [...] des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un contrat en date du 8 avril 2025 entre la société EPC FRANCE et un organisme habilité qui porte sur une période de 3 ans, renouvelable par tacite reconduction pour une durée d'un an.  Des équipements de prélèvement appropriés aux divers substances et milieux sont répertoriés dans le contrat.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Personnels compétents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le plan d'opération interne précise : <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...]</li> <li>• les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes [...] dans des délais adéquats en cas de nécessité. [...] Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
<b>Constats :</b>  Le contrat signé entre la société EPC FRANCE et l'organisme habilité est très généraliste. Il est complété par un rapport relatif à la stratégie de prélèvements en date du 27 mai 2025 faisant mention : <ul style="list-style-type: none"> <li>• des paramètres suivis ;</li> </ul>



- des points de mesures ;
- des méthodes et durées de prélèvements pressentis.

Le contrat définit un délai général compris entre 1 à 4 heures pour effectuer ces prélèvements compte tenu de l'éloignement du site (inférieur à 200 km). Dans un courriel électronique en date du 15 octobre 2025 (post inspection), l'organisme habilité cible sur un délai d'intervention compris entre 1h15 et 2h sous réserve de l'absence d'éléments non maitrisables tels que bouchons, barrages routiers gendarmerie, conditions météo extrêmes défavorables, etc.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Liste des produits de décomposition

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

##### **Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III, est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025.

Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

##### **Constats :**

Suivant l'avis MTE/DGPR du 1<sup>er</sup> décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, l'obligation visée dans l'arrêté du 26 mai 2014 modifié (c du 2 du I de l'annexe III) consiste à inclure dans l'étude de dangers, ou sa mise à jour, la liste des types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important. **La dernière version de l'étude de dangers de l'exploitant, édition décembre 2021 – mise à jour en dernier lieu en août 2024, n'intègre pas ces éléments.**

##### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de compléter son étude de dangers afin d'intégrer la liste des types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important. Ce complément devra expliciter la méthodologie retenue par l'exploitant qui se base sur le guide professionnel sur les produits de décomposition émis par un incendie (DT126).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

